

pour moi-même. Je voulais que nous lui accordions ce que nous lui avons offert, en dépit de la difficulté créée par la question du "French Shore", pour l'engager à entrer dans la Confédération, attendu que je croyais que la puissance et l'influence du Canada croitraient, que nous pourrions exercer sur le gouvernement anglais une plus grande pression pour amener le règlement de la question du "French Shore" qu'une petite colonie comme Terre-Neuve. Voilà qu'elle était alors notre position. J'irai plus loin. J'ai remarqué que M. Bond, aujourd'hui sir Robert Bond, a déclaré, il y a quelque temps, à Ottawa, dans une entrevue, qu'il croyait que, si sir John Thompson avait été à la tête du gouvernement, l'annexion eût été faite. Je ne serais pas du tout flatteur pour le premier ministre de Terre-Neuve, si je rappelais ici l'opinion de sir John Thompson à son égard, si je rappelais la conduite anti-patriotique qu'il a tenue lorsque nous l'avons rencontré à Halifax dans une occasion précédente. Sir John Thompson, M. Chapleau et moi, nous avons eu une entrevue avec ce monsieur et quelques autres personnes de Terre-Neuve au sujet de la possibilité et de la probabilité de l'union de Terre-Neuve avec le Canada, et nous avons constaté que le premier ministre de cette île n'approuvait pas le projet. J'ai été averti à l'avance de son arrivée avec d'autres messieurs qui l'accompagnaient à Ottawa. Je n'ai jamais déclaré ceci auparavant, mais comme le premier ministre a appelé l'attention sur la chose, je n'hésite pas à rendre public ce qui aurait dû être publié auparavant.

J'ai été averti par quelqu'un de Terre-Neuve qu'il n'aimait pas la confédération, qu'il lui était antipathique, et qu'il était venu ici pour se faire de la popularité dans sa propre colonie, et ça été avec la plus grande difficulté que nous avons pu lui faire prendre en considération un projet, une théorie quelconque, lui faire faire une proposition quelconque. Après avoir discuté durant des jours et des jours, nous avons constaté qu'il était absolument impossible d'en venir à un arrangement avec lui, et je prédis qu'aussi longtemps que sir Robert Bond sera à la tête des affaires de Terre-Neuve, que la question du "French Shore" soit réglée ou non, vous n'aurez jamais de confédération, s'il peut l'empêcher. Pas

Hon. sir MACKENZIE BOWELL.

plus tard qu'en juin dernier, M. Morine, le chef du parti opposé, était à Montréal, et dans une entrevue il en est venu à la même conclusion que nous, il y a quelques années. Qu'a-t-il dit? Il a dit: "Sir Robert n'est pas critiqué parce qu'il veut la confédération avec le Dominion ou l'empire. Très récemment, à Montréal, le premier ministre de Terre-Neuve a fait quelques remarques qui prouvent qu'il espère encore qu'il lui sera permis de faire une convention avec les Etats-Unis au sujet des pêcheries. Cet arrangement, en tout cas, retarderait de cinquante ans l'union avec le Canada. Sir Robert Bond semble ne pas approuver la politique de M. Chamberlain, et, à moins qu'il ne s'y convertisse et ne devienne un fédératinniste, la confédération ne sera pas de sitôt une question vitale pour la colonie." C'est là l'opinion que je me suis formé de ce monsieur, il y a plusieurs années, et elle est confirmée par tout ce que j'ai entendu dire et par tout ce que j'ai lu, quand j'ai été à Terre-Neuve, il y a un an ou deux, et par tout ce qui s'est passé depuis ce temps-là. Sir Robert Bond aime mieux être une grosse grenouille dans un petit étang qu'un têtard dans un grand lac comme le Dominion. Et aussi longtemps qu'il restera à la tête des affaires de ce pays, nous ne devons pas nous attendre à recevoir de sitôt de ses mains la confédération.

Il y a bien des choses que je désirerais discuter, mais j'ai parlé plus longuement que je n'avais l'intention de le faire. J'ai pour me faire pardonner mes longueurs le fait que j'ai abordé des questions qui intéressent hautement le Dominion. Quand nous seront soumis les différents bills dont nous a parlé le proposeur de l'adresse, nous serons capables de les discuter en détail et sur leur mérite, et nous en disposerons comme doit le faire une assemblée d'hommes indépendants et nullement préjugés par la politique.

L'honorable M. SCOTT: Je suis certain d'être l'écho des sentiments de tous les sénateurs de cette Chambre en disant que nous partageons tous le même regret au sujet des changements qui ont eu lieu depuis notre dernière réunion. Un des sénateurs dont l'honorable chef de l'opposition a parlé, était, en particulier, un de mes amis intimes, un ami de plus d'un demi siècle, un homme d'un très grand esprit au point de vue des choses publiques. Sa mort a été